



La Raison 91

Bulletin de la Fédération de l'Essonne de la Libre Pensée

N° 88 septembre 2023



**NON à l'embrigadement de la jeunesse ! Abrogation du SNU !
De l'argent pour l'école, pas pour le SNU !**

Prochain rendez-vous

Après le Congrès de la Fédération Nationale fin août à Paris

Assemblée Générale

*des adhérents de la Fédération de l'Essonne de la Libre Pensée
avec Christophe Bitaud, rédacteur en chef de La Raison*

Samedi 7 octobre 2023, 14h30

Maison des Associations - Marcoussis (à côté de la médiathèque)

(formulaire d'inscription en page 16)

Le mot de Louis Couturier *Président d'honneur*

Les occasions d'agir avec la Libre Pensée ne vont pas manquer dès la « rentrée » :

- Le 2 septembre, avec la tenue d'un stand à la Fête des Associations aux Ulis pour commencer, puis le 16 septembre à la Fête de l'Humanité à Brétigny où je présenterai mon nouvel ouvrage « Libres Penseurs et Libre Pensée dans l'ancienne Seine-et-Oise ».
- Le 21 septembre, avec notre participation à la traditionnelle Fête de la République aux Ulis organisée par la municipalité, en compagnie du Mouvement de la Paix, de la Ligue des droits de l'homme, de l'ARAC... Nous y appuierons la revendication d'une Constituante libre et souveraine.
- **Le 23 septembre, avec la Marche unitaire pour la fin du racisme systémique, des violences policières, pour la justice sociale et les libertés publiques (appel dont la FNLP est signataire avec des dizaines d'associations, d'organisations politiques et syndicales).**

Dans le même temps, la Libre Pensée poursuivra ses interventions pour la Paix et un cessez-le-feu immédiat en Ukraine, contre l'embrigadement de la jeunesse *via* le SNU même relooké, et sur tous nos autres sujets habituels : réhabilitation collective des Fusillés pour l'exemple, indemnisation des victimes des prêtres pédophiles par l'Église, droit à mourir dans la dignité...

Les profiteurs de guerre de tous les pays et les obscurantistes de tous poils n'auront pas le dernier mot. On aurait tort de se laisser intimider par les

nervis d'extrême-droite ou de se laisser subvertir par le bla-bla-bla médiatique à l'occasion des JMJ au Portugal ou du pèlerinage du millénaire au Mont Saint-Michel. Bla-bla-bla médiatisé pour rejeter dans l'ombre les pédo-criminels dans l'Église ou le nouvel accroc à venir à la loi de Séparation de 1905 avec la rencontre (?) du président Macron et du pape à Marseille...

Les organisations qui ont adressé un message de sympathie au Congrès national de la Libre Pensée, celles qui appellent à la Marche unitaire du 23 septembre, celles qui se retrouvent pour condamner les lois liberticides ou pour exiger l'abrogation du SNU, manifestent, *a contrario*, que le vent souffle en faveur du rassemblement des forces laïques et démocratiques. Rien n'est joué !

Comme l'a écrit Jean-Sébastien Pierre dans *La Raison* : « La période est difficile mais il n'est pas minuit dans le siècle. » Et il ne manque pas de penseurs libres qui s'ignorent pour nous rejoindre si nous osons les solliciter !

Nous ferons le point d'étape le 7 octobre à Marcoussis avec nos délégués au Congrès national de Paris et, si c'est confirmé, avec un responsable de la FNLP que nous avons invité.

À bas le SNU !
Halte à la guerre !
À bas les lois liberticides !
Halte aux violences policières d'État !
Tous dans la rue le 23 septembre !

16 août 2023

Sommaire

Page 2	Le mot de Louis Couturier, président d'honneur
Page 3	Appel du Congrès de la FNLP à Paris (22 au 25 août)
Pages 4 & 5	Rapport présenté à l'AG de la LP 91 du 24 juin - Décès de Jean-Yves Boissière
Pages 6 & 7	Le SNU, c'est toujours NON ! Déclaration commune des deux Comités
Page 8	Ainsi va l'Essonne - Quid du concordisme ?
Page 9	Hommage à Maxime Lisbonne le 21 mai au cimetière de La Ferté-Alais
Pages 10 & 11	Suite de l'hommage à Maxime Lisbonne par les Ami(e)s de la Commune de Paris
Page 12	Halte à la guerre ! Ni Poutine, ni OTAN ! Cessez le feu immédiat en Ukraine Déclaration de l'ARAC 91
Page 13	JMJ avec le pape au Portugal : l'Église doit indemniser les victimes de prêtres pédophiles
Page 14	Lettre d'Einstein aux étudiants religieux Derniers numéros de l'Idée Libre et d'Arguments
Page 15	Des livres à lire : « Judéïcité, laïcité et Libre Pensée » et « La Libre Pensée dans le monde arabo-musulman »
Page 16	Trésorerie – adhésion – abonnement

Appel du Congrès national de la Libre Pensée

Le Congrès national de Paris de la Libre Pensée d'août 2023 s'adresse à l'ensemble du Mouvement ouvrier, laïque et démocratique :

Il faut en finir avec la V^e République : Constituante élue, libre et souveraine !

Chaque jour qui passe, chaque scandale, chaque violence de l'État policier, chaque mesure réactionnaire, chaque attaque contre le **Contrat social** arraché par des décennies de luttes ouvrières et syndicales, chaque marque de la morgue macroniste, chaque travailleur licencié, chaque fermeture de service public voient monter la colère d'un peuple opprimé, exploité, méprisé, subissant toujours plus la violence de l'**État policier** et l'embrigadement militarisé de la Jeunesse.

La solution pour en finir avec cette situation est de plus en plus claire pour tous : il faut balayer les **Institutions de la V^e République**. Rien de bon ne peut sortir d'institutions agonisantes et d'un personnel politique enferré chaque jour d'avantage dans les affaires et les scandales financiers.

Sous la **V^e République**, depuis sa création jusqu'à son agonie actuelle, le **Parlementarisme** n'est qu'une apparence qui ne trompe que celles et ceux qui veulent bien être trompés. Mais aujourd'hui, même cette apparence n'existe plus, le **Parlementarisme** a été balayé par un gouvernement minoritaire, isolé, haï qui s'essuie les pieds tous les matins sur toute forme de représentation politique et parlementaire.

Tout le montre : ce gouvernement est isolé, rejeté, détesté par toute la population. Il ne règne encore qu'en utilisant la force de plus en plus brutale et en utilisant jusqu'à vomir le **Rassemblement national** de **Marine Le Pen** comme justificatif de son existence et de son soi-disant « *rempart contre l'extrême-droite* ».

Si le Rassemblement national n'existait pas, Emmanuel Macron l'aurait inventé !

Il s'en sert pour tout, c'est l'essuie-main du **Pouvoir macroniste**. En agissant ainsi, il ouvre la voie à toutes les aventures réactionnaires possibles. Quand ce pouvoir sert de faire-valoir à toutes les exigences policières et de l'armée, quand il alimente en permanence la haine, quand il prépare toute la société à la guerre qui vient et qui est déjà là à nos portes, il manipule tous les ingrédients pour qu'une gigantesque provocation réactionnaire voie le jour.

La seule préoccupation de ce pouvoir est de durer toujours un jour de plus pour satisfaire les besoins du **Capital financier** et de la **Bourgeoisie**. Il pousse à l'extrême le principe du **libéralisme économique** qui n'est qu'un autoritarisme antisocial : « *Pourquoi faire payer les riches quand les pauvres sont si nombreux ?* »

Il faut balayer le Vieux Monde et la V^e République qui en est l'expression la plus achevée et la plus décomposée !

Il n'y a qu'une seule solution : rendre la parole au Peuple, pour un gouvernement du peuple, pour le peuple, par le peuple !

C'est pourquoi la Libre Pensée appelle à la tenue de rassemblements, meetings, conférences publiques, manifestations dans tout le pays pour rassembler dans la plus grande diversité tous les participants de la République laïque sociale et démocratique, du 15 au 24 septembre 2024.

• Nous y célébrerons l'avènement de la **1^{ère} République** en septembre 1792, après la bataille victorieuse de **Valmy** qui fera dire à **Goethe** : « *De ce jour et de ce lieu date une ère nouvelle de l'histoire du monde et vous pourrez dire : j'y étais.* »

• Nous célébrerons aussi la **Constitution de 1793**, la constitution la plus démocratique que le pays ait connue, même si elle ne fut jamais appliquée du fait de la guerre. Elle prévoyait que si c'était l'**Assemblée nationale** qui faisait la loi, c'étaient les **Assemblées de section des Citoyens** qui l'approuvaient.

• Nous y célébrerons aussi la **Journée internationale de la Libre Pensée du 20 septembre**, décidée par le **II^e Congrès de Mar-del-Plata en Argentine** de l'**Association internationale de la Libre Pensée**, pour, notamment, honorer la mémoire de **Giuseppe Garibaldi, Héros des Deux Mondes** qui disait :

• Nous y célébrerons aussi en les unissant dans un même hommage, **Simon Bolivar, Le Libérateur**.

Avec la Libre Pensée, mobilisez-vous dans l'union la plus grande : « Constituante pour la République ! »

Préparation du Congrès de la FNLP à Paris (22 au 25 août)
Rapport introductif de la présidente, Françoise Rousseau
à l'AG de la Libre Pensée de l'Essonne du 24 juin 2023

Dans son introduction au rapport d'activités, Christian Eyschen précise : « ce rapport est différent des précédents, c'est volontaire, il faut s'adapter aux nécessités de la vie, l'inverse n'est jamais vrai... »

C'est pourquoi au lieu de faire un catalogue ou un bilan des initiatives prises par la FNLP depuis le Congrès de Voiron de 2021, ce rapport va plus loin et insiste sur la nouvelle situation politique dans laquelle nous sommes, nos actions dans ce contexte, nos rapprochements avec d'autres associations, nos interrogations ainsi que nos perspectives.

Le premier constat établi par ce rapport est que « la V^e République n'en peut plus de ne plus pouvoir ». Elle est à bout de souffle, nous le constatons particulièrement depuis plusieurs mois avec le conflit social sur les retraites. On ne va pas revenir dessus. Le pouvoir de Macron ne tient plus que par la répression : lois d'exception, loi Sécurité globale, loi Séparatisme, brutalités policières... Dernière décision en date du Conseil des ministres : la dissolution du mouvement « Soulèvement de la Terre » !

Le gouvernement utilise tous les articles anti-démocratiques de la Constitution, que nous découvrons un par un, pour imposer sa loi. Constitution dénoncée par la FNLP dans *La Raison* dès le 13 mai 1958. Cette même année, la FNLP a également condamné le référendum d'octobre qui a abouti à ce « coup d'État légal ». Aujourd'hui, l'État de droit a disparu. L'État d'exception mis en avant pendant la pandémie est devenu la norme.

Alors, il est plus que temps de poser les jalons pour une Constituante élue libre et souveraine. La première étape sera l'organisation de rassemblements pour la République (celle de 1793) autour du 21 septembre 2023.

La Libre Pensée a participé à toutes les initiatives unitaires contre les lois d'exception que cela soit la loi du 25 mai 2021 « *Sécurité globale* », ou celle du 21 août 2021 « *Séparatisme* » qui est une loi d'exception par nature, contre la liberté de conscience et la liberté d'association qui en est l'instrument. La proximité de ces lois n'est pas un hasard. La FNLP n'a pas fait qu'analyser, elle a participé aux recours collectifs, tant sur le plan national qu'international. Sur le terrain, il a été demandé aux Fédérations départementales de ne pas signer les *Contrats d'Engagements Républicains* qui sont liberticides et visent à imposer une idéologie d'État. La FNLP a déjà obtenu des résultats positifs comme à Dijon, d'autres sont en cours qui seront rendus publics en temps utiles. Elle a agi conjointement avec d'autres organisations, la Ligue des Droits de l'Homme, entre autres.

Au niveau international, avec la guerre qui se poursuit en Ukraine, la situation est plus que préoc-

cupante. Quand la FNLP a parlé de « la guerre qui vient », beaucoup de libres penseurs étaient dubitatifs... la guerre en Europe semblait quelque chose d'impossible... Et pourtant ! quelques mois plus tard la guerre en Ukraine démarrait !

Je ne reviendrai pas sur les considérants que nous connaissons tous et qui ont déterminé notre position : « Ni Poutine ! Ni OTAN ! ». Je constate que pour Macron, il faudrait nous préparer à la guerre et adapter notre économie à cette situation. Il ne s'arrête pas là et envoie massivement des armes à l'Ukraine (avant peut-être d'y envoyer des hommes). Il multiplie les commandes d'armements, tous plus sophistiqués les uns que les autres : « trois nouveaux sous-marins lanceurs d'engin, des missiles hypersoniques de nouvelle génération et un futur porte-avions à propulsion nucléaire... » pour un investissement de 268 milliards d'euros nous informe une députée de l'Essonne.

Dans le même temps, il organise l'embrigadement et la militarisation de la jeunesse avec le SNU (Service national universel). Depuis le début, les jeunes concernés le boudent et la FNLP avec les deux collectifs dont elle fait partie se bat contre. De mouture en mouture, le projet change, s'adapte mais revient sous une autre forme tout aussi pernicieuse. Aujourd'hui que prévoit Macron ? Tous les jeunes de 15 à 17 ans (classes de seconde ou première année de BEP) seraient invités à effectuer une session de 12 jours, séjour que la Secrétaire d'État ose comparer à un voyage éducatif... Comme les jeunes sont réticents et ne veulent servir « ni de chair à canon, ni de chair à patron », le gouvernement cherche à les appâter en leur promettant un bonus pour ParcoursSup !

Pour l'instant, la participation au SNU reste volontaire mais elle pourrait devenir obligatoire. C'est pourquoi la FNLP pose la question d'un statut d'objecteur de conscience. Le gouvernement n'en veut pas et continue d'avancer par petites touches. Quelles que soient ses annonces, n'oublions pas que 2 milliards sont affectés à la mise en place du SNU ! L'objectif est bien de militariser la société avec le SNU, les 413 milliards à l'armée, etc.

Parmi les autres points importants, il y a la lutte engagée par la FNLP contre la « reconquête cléricale » avec les crèches dans les mairies et les statues et autres symboles religieux implantés illégalement sur des lieux publics. Dans l'Essonne, nous le constatons tout au long de l'année et l'inauguration en grande pompe du centre culturel Teilhard de Chardin en est le point d'orgue. Avec l'aide de son service juridique, la FNLP a appuyé le combat des fédérations pour faire respecter la laïcité et notamment l'article 28 de la loi de 1905.

La FNLP a fait un travail remarquable pour que soit rendue justice aux victimes des prêtres pédophiles avec la publication du livre de Dominique Goussot : « l'Église doit payer, l'Église peut payer ! ». De la même façon, elle a rendu hommage au Chevalier de La Barre, martyr de la réaction cléricalle, en inaugurant sa statue face au Sacré-Cœur, bâtiment érigé pour expier les crimes de la Commune de Paris...

Dernier point et pas le moins important : le projet de constituer une Confédération laïque de penseurs libres. Je n'y reviens pas, nous en avons déjà parlé.

Nos relations avec d'autres associations laïques se sont modifiées. Entre la reconstitution du bloc historique (FNLP, LDH et LDE), entre notre présence dans de multiples initiatives unitaires, notre place a évolué, d'où l'idée de cette Confédération. Il est bien entendu, et c'est bien de le rappeler, que la FNLP n'a pas l'intention de s'y dissoudre. Il nous faut au contraire nous renforcer pour y jouer pleinement notre rôle.

La perspective de tenir en 2024 un Congrès national ouvert aux penseurs libres sera un des axes de discussion du Congrès de Paris. Pour en savoir plus sur les finalités, relisez les pages 21 à 23. Une partie des travaux sont étayés par des ouvrages de la FNLP que je vous invite à vous procurer notamment ceux de la collection Arguments.

Les décisions de l'AG

Suite à ce rapport et à la riche discussion qui s'en est suivi, les rapports présentés pour le Congrès national ont été votés à l'unanimité (1 abstention sur le rapport moral).

Idem pour les candidatures aux instances nationales soumises au vote de l'AG.

L'AG a mandaté quatre délégués pour représenter la fédération au Congrès national :

Françoise Rousseau, Martine Lelong, Pierrette Cuzange et Daniel Rousseau.



In memoriam

Nous avons appris avec tristesse la disparition de notre ami Jean-Yves Boissière, fidèle adhérent de notre Fédération de la Libre Pensée depuis de nombreuses années. Il avait tenu, malgré la grave maladie contre laquelle il luttait, à verser quand même sa cotisation pour 2023. Nous exprimons toutes nos sincères condoléances à sa famille et ses proches.



La Libre Pensée a reçu de nombreux soutiens après les dégradations commises sur la façade de sa librairie par des mouvements ultra-cathos d'extrême droite.

SNU : c'est toujours NON ! *(Billet d'humeur de Françoise R)*

« *Le jour du 14 juillet, je reste dans mon lit douillet...* » chantait Brassens. Ce que beaucoup d'entre nous font également. Mais voilà, les réseaux sociaux sont là ! Et on me transmet insidieusement une vidéo sur le *Chant des Partisans* massacré à la fin de la cérémonie à l'Arc de Triomphe. Et qu'y voit-on ? une chorégraphie de militaires intégrant des jeunes du SNU, en uniforme SNU ! Qui pourra dire encore qu'il n'y a pas de corrélation Armée/SNU ?

Depuis la formation du nouveau gouvernement Borne, le SNU est mis en valeur. Ainsi la secrétaire d'État Prisca Thévenot est en charge de la Jeunesse ET du SNU ! Jeunesse et SNU sont étroitement associés et Mme Thévenot le fait savoir vigoureusement. Elle parcourt toutes les chaînes d'information



Prisca Thévenot supportrice des bleues mais surtout de Macron et du SNU !!!

L'Essonne, une terre de SNU...

Ainsi que le titre un article du *Républicain* du 20 juillet : « Le SNU accomplit sa mission... »

On résume : 450 jeunes volontaires du SNU issus de toute la France se sont retrouvés pour s'affronter lors d'épreuves sportives ! Une journée privilégiée dans le reste du séjour qui n'a plus rien d'une colonie de vacances ou d'une joute inter lycées... L'essentiel du séjour SNU sera conforme aux directives ministérielles dont nous avons déjà largement parlé dans *La Raison 91* : lever des couleurs à l'aube, chant de la *Marseillaise*, activités paramilitaires, etc.

Les deux témoignages de jeunes cités dans l'article restent ambigus et ne reflètent pas un enthousiasme délirant même si le journal ne garde que les aspects légèrement positifs. Mais rien ne dit que ces jeunes vont se précipiter joyeusement sur le second volet du séjour SNU ! Le fait que l'article n'évoque que cette journée sportive particulière est quand même un indice... car le SNU est loin de se résumer à ça !

continue en insistant sur les valeurs du SNU, son importance pour la jeunesse pour retrouver les vraies valeurs républicaines. Un point la ravit : les classes de lycée rentrent dans le jeu via un accord que peut passer une classe de 2^{de} avec l'Armée. Il faut que le professeur soit volontaire mais on ne demande pas l'avis des élèves concernés...

L'objectif du gouvernement reste toujours d'embrigader une classe d'âge (700 à 800 000 élèves) dans ce processus. Le bilan fait par la secrétaire d'État montre quand même la grande réticence des jeunes pour le SNU. Elle se félicite qu'en 2018 2 000 jeunes ont participé au SNU et 40 000 en 2023. Quelle progression... mais très loin des ambitions macronistes !



RAID Aventure à Paris : un avant-goût du SNU ?

Les syndicats disent STOP à la propagande dans les écoles !

Dans le cadre d'un partenariat avec la Ville et l'Académie, l'association RAID Aventure propose aux publics scolaires des « journées sportives et citoyennes » encadrées par des policiers bénévoles.

Voici les « saines activités » proposées par cette association (source : leur site internet) :

- « *Atelier de découverte des gestes et techniques professionnels en intervention (maniement de bâtons de défense, menottage, palpation, techniques d'interpellation, etc.) afin que lors d'un prochain contrôle, les gestes des policiers ne soient pas mal interprétés* »
- « *Initiation aux techniques de maîtrise d'un individu et de self-défense* »
- « *Parcours d'obstacles en tenue de maintien de l'ordre* »

À juste titre, les syndicats parisiens refusent que « le temps scolaire puisse servir à une telle propagande » et demandent l'annulation de ce partenariat.



Le camping municipal de Dourdan transformé en camp militaire pour le SNU. Pour y améliorer l'accueil, la municipalité a décidé d'y investir 450 000 € avec l'aide de l'État...

Abrogation du SNU : là, tout de suite et maintenant ! Refus de l'obligation ! Objection de conscience pour celles et ceux qui le veulent !

La Libre Pensée est partie prenante du Collectif « Anti-SNU » et de celui « Pour une alternative au SNU ». Elle a agi pour un rapprochement entre les deux Collectifs sur les positions qu'ils ont en commun. Vous trouverez ci-dessous la Déclaration commune d'Associations membres des deux Collectifs.

Déclaration commune d'organisations membres des Collectifs

« Non au SNU » et « Jeunesses Citoyenneté Émancipation »

Nous avons décidé de rendre publique notre opposition conjointe à la mise en œuvre et à la montée en charge du Service National Universel décidé par Emmanuel Macron et son gouvernement.

Ainsi, nous sommes unis par notre volonté :

- De refuser la militarisation de la jeunesse, par les levers et les saluts au drapeau, l'uniforme, les chants martiaux, les exercices physiques pour les « casser et discipliner », pour leur apprendre à obéir, ainsi que la place prise par les actuels ou anciens membres de l'armée dans l'encadrement.
- De refuser un des buts affichés du SNU présenté dans le rapport « Jeunesse et citoyenneté : une culture à réinventer » du Sénat : « dans une logique de contribution à l'esprit de défense, d'informer les jeunes des perspectives de carrière dans les armées et la gendarmerie, et des besoins des forces de réserves, la professionnalisation imposant un effort particulier pour susciter des vocations ». En clair, un réservoir de recrutement pour l'Armée.
- De dénoncer les pratiques de certains encadrements en l'absence de professionnels qui aient une vraie formation d'encadrement des jeunes. La presse s'est déjà fait l'écho à plusieurs reprises de violences et comportements inappropriés et maltraitants. Nous ne les identifions pas comme de simples dérives individuelles, et estimons que le projet et le cadre du SNU les favorisent. Ces pratiques nous alertent d'autant plus que les SDJES et les DRAJES sont chargées de l'organisation du SNU, mais aussi de son contrôle. Un mélange des genres inquiétant qui ne permet pas de traiter avec indépendance et sérieux les problèmes qui sont et qui pourraient survenir sur les séjours.
- De mettre en lumière un autre rapport du même Sénat relatif au coût exorbitant du SNU dans un contexte où l'école publique comme le secteur de l'éducation populaire manquent de moyens, et son impossibilité pratique de trouver une réalisation concrète. Nous revendiquons que les sommes importantes dévolues pour le SNU soient consacrées à l'Éducation nationale, à la Jeunesse et aux Sports et à de réelles politiques jeunesses ambitieuses, elles y seront ainsi plus utiles et mieux employées.
- De repousser la politique argumentative du Gouvernement insinuant que la jeunesse pourrait être achetée pour participer au SNU par des avantages matériels comme le permis de conduire, l'accès aux concours de la Fonction publique, l'obtention du BAFA, des facilités pour Parcours-Sup, etc. Ces propositions sont la marque d'un certain mépris envers la jeunesse et remettent profondément en cause le principe d'égalité des droits des jeunes.
- De rejeter la politique d'instrumentalisation budgétaire intentée au secteur de l'animation par Mme Sarah El Haïry afin de faire accepter le SNU. Cette tentative et la considération des organisations du secteur comme de vulgaires prestataires de service par la Secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et du Service national universel témoignent d'un double discours autour de la construction des politiques de jeunesse.
- D'exiger la non-obligation pour les jeunes d'aller au SNU si celui-ci devait perdurer sous sa forme actuelle, ce que nous contestons. Cette obligation entraînerait inévitablement la revendication de l'obtention d'un statut d'objection de conscience. Si les jeunes s'engagent dans une « action civique », cela ne peut leur être imposé : cela doit être uniquement sur la base du volontariat. Tout devoir imposé est une servitude et de surcroît, contre-productif. D'ailleurs, on observe déjà ce refus du SNU : chaque année depuis 2019, les objectifs gouvernementaux, pourtant « mesurés » sont très loin d'être atteints.
- De souligner, a contrario, l'importance que nous attachons à des politiques publiques qui viennent soutenir et favoriser l'émancipation des jeunes, la lutte contre leur précarité aggravée, la construction de leur esprit critique, et leurs capacités d'engagement volontaire.

En conséquence, les deux Collectifs « Non au SNU » et « Jeunesses Citoyenneté Émancipation » demandent l'abandon et l'abrogation du Service National Universel.

Le 2 juin 2023

Ainsi va l'Essonne...

Lu dans la chronique du Diocèse d'Évry :

« La messe de consécration de la Chapelle du Centre Teilhard de Chardin s'est tenue le 4 juin 2023 sur le pôle scientifique et technologique de Paris-Saclay. Évènement fondateur, cette cérémonie a donné toute sa dimension spirituelle et missionnaire à ce nouveau lieu de culte catholique.

Cette Chapelle est nichée au cœur du Centre Teilhard de Chardin qui incarne l'union entre la foi chrétienne, la recherche scientifique et la communauté étudiante. »

Étaient présents : l'archevêque de Paris, l'évêque d'Évry et un responsable des Jésuites...

C'est pour contrer les prétentions de l'Église catholique à s'implanter dans ce milieu scientifique de renommée internationale (au prétexte de « réconcilier Science et Foi ») que la Libre Pensée 91 a contribué à créer un « Cercle rationaliste à

l'université Paris-Saclay ».

Cette nouvelle association, regroupant des libres penseurs, des adhérents de l'Union Rationaliste, des universitaires, des chercheurs et des membres de l'AFIS à titre personnel, se fixe pour buts de :

- promouvoir le rationalisme et le matérialisme méthodologique, fondements de la Science et seules voies possibles pour faire progresser la connaissance scientifique
- lutter contre toute tentative de prosélytisme religieux ou non, mêlant science et croyance dans un cadre scientifique et universitaire
- défendre la laïcité et faire respecter la loi de 1905

L'association envisage d'organiser un cycle de conférences à l'université à la prochaine rentrée.

Les Églises toujours en pointe de la modernité...

Vive l'écologie œcuménique !

Nous avons découvert qu'il existait un label « Église verte » (sic), label créé en 2022 pour souligner l'engagement des paroissiens pour la transition écologique.

Les concepteurs du label, eux, disent « s'adresser aux communautés chrétiennes qui veulent s'engager pour le soin de la Création... »

Ce label concerne les communautés catholiques, protestantes et orthodoxes.

Pour info : la paroisse de Cerny est homologuée verte « Graine de Sénévé », le tout en concordance avec l'encyclique papale « Laudato Si » (Loué sois-tu).

On n'arrête pas le progrès !!!

Quid du concordisme ?

Par Louis Couturier

J'ai découvert le concordisme le 15 juin dernier au cours d'un workshop auquel on m'avait invité à l'ENS Paris-Saclay. Je considérais auparavant que cela avait à voir avec les concordats, voire à la concorde... Erreur ! Il y fut traité des rapports entre sciences et croyances, de la tentation du concordisme, des différentes variantes du concordisme et de leurs enjeux.

J'ai été particulièrement attentif à la contribution du professeur José Wolfs de l'Université libre de Bruxelles qui a eu l'amabilité de me la transmettre en attendant de l'ouvrage qu'il prépare à ce sujet. En bref, pour les concordistes, il s'agit de rechercher et de mettre en avant la concordance entre les Écritures de la Bible – les Évangiles pour les créationnistes – les Versets du Coran pour les musulmans – et les connaissances scientifiques actuelles en astrophysique ou en embryologie par exemple.

Certains considèrent que l'ère quaternaire correspond au 6^e jour de la Création – leur big-bang !

D'autres développent des thèses plus « présentables » comme la neurologue suisse qui a prétendu, à partir de forces données scientifiques lors d'une récente conférence à Orsay, que le cerveau humain était programmé pour la foi, ou comme

l'astrophysicien Omnès qui place Dieu dans les béances de la physique quantique !

Le concordisme a même pignon sur rue en Grèce : les programmes scolaires officiels mettent sur le même plan les Saintes Écritures et les connaissances scientifiques et vont jusqu'à donner la prééminence aux croyances religieuses considérées comme entièrement véridiques...

La tentation du concordisme peut gagner du terrain à Paris-Saclay *via* le Centre Teilhard de Chardin dont l'objectif affiché est de réconcilier Science et Foi... Le ton n'a-t-il pas été donné, en haut lieu, par le président Macron lui-même sur le site de *l'Express* (21 décembre 2021) ? Il y a estimé que la raison et la science peuvent « vivre côte à côte » et « parfois même se nourrir », qu'il « peut exister des continuités entre Dieu et la science, entre religion et raison » sans privilégier la croyance sur le saint. Une telle position en apparence laïque permet une solution à la grecque sans la prééminence de la croyance.

Présentable ou caricatural, le concordisme mérite une plus grande attention des penseurs libres et des rationalistes du Cercle rationaliste à l'université Paris-Saclay. Affaire à suivre...

Hommage à Maxime Lisbonne, héros de la Commune de Paris Discours de la LP 91 au cimetière de La Ferté-Alais 21 mai 2023



Il y a deux ans, nous étions réunis ici, autour de la tombe de Maxime Lisbonne, pour célébrer le Communard intrépide, le déporté fidèle à ses idéaux de la Commune, le révolté incapable de voir la souffrance des « morts de faim » sans essayer d'y remédier.

Aujourd'hui, le 21 mai début de la Semaine sanglante, nous sommes de nouveau ici pour également rendre hommage à l'œuvre de la Commune de Paris et rappeler son importance dans l'histoire sociale de notre pays.

En effet, durant les quelques mois de son existence, la Commune réalise les réformes démocratiques essentielles que la bourgeoisie n'a pas alors voulu accomplir : elle établit l'École laïque, gratuite et obligatoire pour les filles et les garçons ; elle protège les libertés individuelles par un décret du 14 avril 1871 ; enfin, par un décret du 2 avril 1871, elle sépare l'État des Églises pour garantir à tous la liberté absolue de conscience.

Au chapitre de la République sociale, la mémoire ouvrière conserve, outre celui du décret du 20 avril 1871 interdisant le travail de nuit des boulangers, le souvenir du rapport, resté à l'état de projet, du militant de l'Association internationale des travailleurs (AIT) Léo Fränkel (1844-1896), président de la Commission du travail de la Commune, préconisant de créer « une organisation sociale qui donne aux travailleurs des garanties réelles de secours et d'appui en cas de chômage et de maladie. » Ainsi donc, dès 1871, Léo Fränkel dessine les contours de l'assurance chômage et de la sécurité sociale pour remplacer les monts de pitié !

De son côté, un autre membre de l'AIT, Augustin Avrial (1840-1904), rédige le décret du 16 avril 1871 par lequel la Commune réquisitionne les établissements industriels abandonnés par les patrons

« *francs-fileurs* » afin de relancer l'activité économique sous la responsabilité de groupements coopératifs. Il s'agit d'un projet d'émancipation potentiellement expropriateur qui n'aboutira pas faute de temps.

La terrible répression organisée par l'infâme Adolphe Thiers et les Versaillais pour la reconquête de Paris, coûtera au peuple de 10 à 20 000 morts, 40 000 arrestations et 4 000 déportations en Nouvelle-Calédonie. Cet épisode tragique connu sous le nom de la « *semaine sanglante* » permettra à la bourgeoisie de mettre à bas toutes les avancées sociales votées ou mises en chantier par la Commune.

L'œuvre de la Commune est d'autant plus d'actualité que depuis des dizaines d'années, les gouvernements successifs tentent de mettre à bas toutes les conquêtes sociales au nom de la prétendue nécessité d'adapter la société au monde dit moderne qui est en réalité celui d'une exploitation forcenée dictée par les capitalistes.



Cette année, un cap a été franchi avec le passage en force du gouvernement pour imposer à la majorité de la population sa loi sur les retraites à l'aide des dispositions antidémocratiques de la Constitution de la V^e République. Ce gouvernement minoritaire ne tient que par la répression et la remise en cause des libertés d'expression et d'organisation avec la loi

dite Séparatisme dont nous demandons l'abrogation. La Libre Pensée a lancé un Appel contre les violences policières d'État que nous vous invitons tous à signer.

Rendre hommage à la Commune de Paris, c'est continuer son combat !

C'est ce que la Libre Pensée s'applique à faire !



Hommage des Ami(e)s de la Commune de Paris à Maxime Lisbonne

Il y a des figures de la Commune auxquelles on s'attache et qui donnent envie d'en savoir plus sur cette révolution éphémère mais aussi sur les années qui ont suivi.

Le regretté Philippe Autrive, ancien Maire de La Ferté-Alais, a beaucoup œuvré pour faire connaître Maxime Lisbonne et entretenir sa mémoire. Les ami·e·s de la Commune étaient à ses côtés en mai 2005 pour la journée du centenaire de la mort de Maxime Lisbonne à La Ferté-Alais puis en juin 2015 à Paris dans le 18^e pour l'inauguration de la rue Maxime Lisbonne, à La Ferté encore l'année de 150^e anniversaire de la Commune en mai 2021 et aux Lilas en décembre pour l'hommage rendu par la municipalité à Maxime Lisbonne. Sa présence nous manque aujourd'hui.

Comment ne pas évoquer également l'historien Marcel Cerf qui nous a quittés en 2010. Un descendant de Maxime Vuillaume dont la lecture des « Cahiers Rouges » avait éveillé l'intérêt pour la Commune. Il nous a transmis sa passion pour le personnage de Maxime Lisbonne grâce à son livre « Maxime Lisbonne, le D'Artaignan de La Commune de Paris ».

Maxime Lisbonne est né à Paris en 1828. Engagé à quinze ans dans la Marine, il participe à la campagne de Crimée en 1854 puis à celle d'Italie et de Syrie. Militaire rebelle, on l'envoie en compagnie disciplinaire en Algérie, un corps spécial de l'Armée où l'on remet dans le droit chemin certains éléments mais il est gracié pour un acte de bravoure pendant l'incendie de l'hôpital d'Orléansville.

De retour à la vie civile, il se lance dans le théâtre en 1864 et dirige les Folies-Saint-Antoine. Mis en faillite, il devient agent d'assurances. Durant le Siègle de 1870, il est capitaine de la 1^{re} compagnie du 24^e bataillon de la Garde nationale.

Lors de la Commune de Paris, son engagement sera total. Le 3 avril, il est nommé à la tête de la X^e légion et le 1^{er} mai, il devient lieutenant-colonel et reçoit le commandement des remparts depuis la porte de Versailles jusqu'au Point-du-Jour. Il va s'y battre héroïquement.

Le matin du 21 mai 1871, Paris s'éveille et ne sait pas encore que la ville va connaître la semaine la plus sanglante de son histoire. *Les nouvelles sont mauvaises : les Versaillais avancent dans Paris et ne font pas de prisonniers.*

Lisbonne organise la défense du Panthéon, dirige

les barricades des rues Notre-Dame des Champs, Bréa et Vavin puis celles de la place du Château d'Eau. C'est là qu'une balle versaillaise lui broie la jambe le 26 mai. Il est transporté dans le 20^e puis on l'évacue, loin des combats. Aux Lilas, le maire Edmond Jacquet obtient de le transférer dans sa mairie pour le soigner. Reconnu et dénoncé à l'hôpital militaire de Saint Mandé, il est transféré à Versailles et jugé le 5 décembre 1871 par le 3^e Conseil de

Guerre, qui le condamne à mort sous l'inculpation de dévastation, pillage, participation aux incendies. Le 6^e Conseil de Guerre le condamne de nouveau à la même peine, le 4 juin 1872, mais la peine sera commuée le 14 septembre en travaux forcés à perpétuité en Nouvelle Calédonie. Là il partagera sa peine avec son amie Louise Michel.

Il est classé aux « incorrigibles », nom donné à une catégorie de transportés pénitentiaires. Il a fallu du courage à Maxime Lisbonne pour survivre à ces huit ans d'enfermement à la presqu'île Ducos. Pendant sa déportation, il côtoie les Kanaks comme son amie Louise Michel et défend leur cause. Lisbonne a pris conscience que les milliers de Communistes assassinés ont été traités

par l'armée comme les indigènes pendant la conquête de l'Algérie. Il a vu les mêmes officiers des bataillons disciplinaires d'Algérie réprimer les communistes.

Le 18 mars 1880, Maxime Lisbonne écrit cette lettre pour commémorer l'anniversaire de la Commune :

« Je rentre la tête haute et fière... Après huit années de bagne, je revois la capitale. Salut à toi, Paris ! ville des martyrs qui a vu couler le sang le plus pur et le plus généreux. Les huit années de tortures que j'ai vécues rendent plus vif et plus entier mon dévouement à ta cause. Je ne veux rapporter dans tes murs aucun sentiment de haine et de vengeance. Pardonner n'est pas possible, après les injures dont nous avons été abreuvés ! Mais il est un sacrifice que, du moins, je saurai te faire : J'oublierai !

Qu'ils prennent garde, cependant, les ennemis éternels de la République, de confondre cet oubli avec un renoncement à notre passé. Vaincus peut-être, enfin, à leur tour, il leur faudrait rendre compte de leurs crimes devant ce grand tribunal sans appel, qui n'ouvre ses assises qu'à de lointains intervalles, mais qui, jamais, ne commet d'erreur judiciaires : la justice du Peuple »



Le 24 janvier 1881, plus de 1 800 personnes attendent le retour des déportés. Parmi eux figurent Louise Michel et Maxime Lisbonne. Une nouvelle vie l'attend, celle des cabarets, de la fantaisie. Il prend la direction du théâtre des Bouffes du Nord et monte la pièce de Louise Michel, *Nadine*.

En 1884, il lance le journal, *l'Ami du Peuple* « Le seul journal qui ose dire la vérité », où il appelle à la révolution sociale. Mais faute d'argent le journal sera suspendu en 1885. Il ouvre, boulevard de Clichy, « la Taverne du Baigneur ». Le décor y imite celui d'un baigneur et les garçons servent en tenue de galériens. Le lieu devient le rendez-vous des anciens Communnards.

Le 6 décembre 1885, il défraie la chronique en offrant un grand repas gratuit pour « Les malheureux et autres affamés du 18^e arrondissement ». On sert à manger à plus de trois mille personnes ! Dans le terme d'affamés, il y a une dimension politique. Lisbonne désigne les responsables de la misère. Qui dit « affamés » dit « affameurs ».

Plus tard, il inaugure la Brasserie des Frites révolutionnaires.

Cet homme, qui faisait figurer sur ses cartes de visite la mention « ex-forçat de la Commune » se présente en 1889 aux élections législatives comme député « candidat concussionnaire honnête » !

En juin 1893, avec deux comparses « académicides », Marius Tournadre et Achille Le Roy, ils vont présenter une candidature collective à l'Académie française, en laissant une marmite (à la Ravachol) avec leurs cartes de visite à l'intérieur. C'est le temps des attentats anarchistes et, après accord avec ses compagnons, il fait apposer sur les murs de Montmartre l'annonce suivante en mars 1894 :

« *Le Salut public de Montmartre. Compagnie d'assurances contre l'explosion de la dynamite. Le Directeur exécutif, Maxime Lisbonne.* »

Ces outrances, ces facéties ne l'enrichissent pas et il fait encore faillite. En 1894. Il ouvre le cabaret « Le Casino des concierges » puis, en 1897, le cabaret « Le Ministère des Contributions directes » ; il y perd ses derniers sous.

Pour le sauver du dénuement, des amis lui font obtenir un petit bureau de tabac à La Ferté-Alais, où il avait de la famille. Il restera fidèle aux idéaux de la Commune jusqu'à sa mort le 25 mai 1905 à La Ferté-Alais.

Dans « *La Vie de Paris* » (1905) Jean Bernard, son avocat, écrit :

« *Une des figures les plus originales de ces quarante dernières années vient de mourir. Il professait volontiers des idées anarchistes, en réalité, c'était un communaliste désabusé.*

– *Voyons Lisbonne, lui disais-je, un jour, croyez-vous vraiment à l'anarchie ?*

– *Mon cher ami, me répondit-il, on croit toujours*

à une cause pour laquelle on a exposé sa peau et j'ai présenté ma poitrine aux balles versaillaises. Si je n'avais pas cru aux idées anarchistes, je serais resté chez moi. Les hommes, c'est une autre affaire !

Un jour il eut l'idée de demander audience au Président Carnot, par une lettre si spirituelle que le président, malgré l'avis de son secrétariat, donna l'ordre de le recevoir. Lisbonne ne manqua pas l'heure. Il s'était mis en habit, exagérant le protocole qui n'exige que la redingote ; seulement, cet habit noir sentait affreusement le pétrole.

– *C'est l'odeur de la Commune que j'ai introduite à l'Elysée, dit-il.*

Edouard Lepelletier, auteur d'une « Histoire de La Commune » et ami de Maxime Lisbonne, nous laisse ce portrait :

« *Lisbonne avait bravé bien souvent la mort. Il avait été relevé sanglant sur le champ de bataille et on l'avait considéré comme à peu près perdu. Il avait subi les souffrances morales de la transportation, aggravant les fatigues et les privations du baigneur. Il était revenu, pourtant alerte encore, joyeux toujours, claudicant avec sa jambe articulée, mais plein d'entrain et de bonne humeur, secouant ses longs cheveux sur ses épaules larges. Allant poitrine en avant, défiant la misère, dédaignant les déboires, les soucis de l'existence, comme il avait nargué la fusillade, la prison, l'exil... »*

Ce raillard, ce farceur, ce cabotin-colonel, se montra l'un des plus vaillants, à une époque où le courage courait les rues. Ses compagnons l'avaient surnommé le Murat de la République. Comme le héros des cavaleries impériales, Lisbonne se plaisait à caracoler au milieu des balles... Ces allures de mousquetaire, excusables par la bravoure dont il fit preuve, méritent encore l'indulgence par la modestie qui les accompagnait.

Maxime Lisbonne fait partie de ces hommes dont on aimerait connaître le regard qu'il porterait sur le monde d'injustice qui nous entoure aujourd'hui.



Ni Poutine, ni OTAN ! Cessez-le-feu immédiat en Ukraine !

Intervention de la LP 91 à la réunion organisée par les signataires de l'Appel « Halte à la guerre » le 16 juin à Massy

Comme vous, je suis signataire à titre personnel de l'Appel « Halte à la guerre » mais c'est au nom de la Fédération de l'Essonne de la Libre Pensée dont je suis la présidente que j'interviens ce soir.

J'ai eu connaissance d'un message de la députée macroniste de la 9^e circonscription de l'Essonne, Marie Guévenoux, qui se félicite de l'adoption à l'Assemblée nationale du projet de loi de programmation militaire 2024-2030 avec une « augmentation historique du budget porté à 413,3 milliards d'euros, soit une hausse de 40 % » !

Cette « Marie va-t-en-guerre » nous détaille les nouveaux équipements dont l'armée va pouvoir se doter : « trois nouveaux sous-marins lanceurs d'engin, des missiles hypersoniques de nouvelle génération et un futur porte-avions à propulsion nucléaire... » pour un investissement de 268 milliards d'euros.

À quoi vont servir ces engins meurtriers perfectionnés sinon à nous préparer à une nouvelle guerre encore plus destructrice que les précédentes ?

Je suis surprise que seulement 87 députés (LFI et PCF) aient voté contre ce budget mortifère alors que nos services publics, nos hôpitaux, nos écoles manquent de l'essentiel !

À ces 413 milliards, on pourrait y rajouter les 2 milliards par an que le gouvernement entend consacrer pour imposer le service national universel cher à Macron.

Dans cette situation, je m'inquiète de la mise en œuvre du SNU qui ne vise qu'à organiser la militarisation de la jeunesse : marcher au pas, saluer le dra-

peau, être au Garde-à-vous, obéir à ses supérieurs... Ce sont les nouveaux Chantiers de jeunesse de Pétain !

La Libre Pensée, avec les associations pacifistes, démocratiques, des syndicats et le Collectif anti-SNU entend ne pas laisser faire cet embrigadement des jeunes. À quoi sert d'embrigader la jeunesse si ce n'est pour organiser de nouvelles boucheries meurtrières ?

Alors, oui, je pense qu'il serait nécessaire de se rassembler pour imposer un cessez-le-feu immédiat en Ukraine.

Ni Poutine, ni OTAN ! Non à l'escalade guerrière qui ne peut qu'aboutir à une catastrophe pour les peuples.

Françoise Rousseau



Déclaration de l'ARAC Essonne GUERRE À LA GUERRE

La guerre fait rage en Ukraine à la suite de l'agression de ce pays par la Russie en février 2022. Nous mesurons les ravages de ce conflit : victimes civiles et militaires, dégâts considérables sur les infrastructures, les villes et les campagnes, sur l'économie locale et mondiale, sur l'environnement... Et une menace gravissime, celle du possible recours à l'arme nucléaire !

La question se pose donc : celle de préparer, par des voies diplomatiques, la Paix, avec un cessez-le-feu, puis une prise de conscience mondiale qu'une Paix durable et garantie passe par obligatoirement par le désarmement, y compris nucléaire, véritable épée de Damoclès sur le monde et la planète.

C'est pourquoi, alors que notre peuple subit les

conséquences sociales des politiques d'austérité renforcée, avec de nouvelles privations dues à la vie chère – qui n'est pas une fatalité – d'autres choix budgétaires devraient être mis en œuvre. Réduire partout dans le monde les formidables dépenses d'armement : 2 113 milliards de dollars et pour la France 44 milliards d'euros en 2023 dont près de 6 milliards pour la force nucléaire !

Que de moyens considérables pour des œuvres de mort détournés de la satisfaction des besoins vitaux des populations et de notre peuple. Il est temps de mettre un terme à cette folie et de concentrer nos moyens budgétaires au logement, à l'éducation, à la santé, à l'aide aux plus démunis...

Portugal : un artiste critique le financement public de la visite du pape et déclenche une polémique (source : rfi.fr)

L'artiste de street art portugais Bordalo II a provoqué un scandale en déroulant vendredi 28 juillet un tapis de faux billets géants de 500 euros sur l'autel où le pape François célébrera une messe lors des Journées mondiales de la jeunesse (JMJ) à Lisbonne. L'artiste connu surtout pour ses œuvres en relief d'animaux, constituées de plastiques récupérés, voulait dénoncer l'utilisation d'argent public pour l'organisation de cet événement majeur de l'Église catholique, entre le 1^{er} et le 6 août.

Bordalo II a bien une nouvelle fois utilisé le plastique, mais pour composer un long tapis où figurent des billets de 500 euros : il l'a déroulé à la sauvette sur les marches de l'autel qui recevra le pape dimanche 9 août. Artur Bordalo, de son vrai nom, a pu pénétrer sur le terrain des JMJ en compagnie d'amis, a installé son tapis sans attirer l'attention, puis a filmé et diffusé la vidéo sur les réseaux sociaux, provoquant une avalanche de réactions...

L'intervention délibérément provocatrice intitulée « Marche de la honte » a été réalisée vendredi pour critiquer le fait qu'un État laïc dépense de l'argent pour « sponsoriser la tournée de la multinationale italienne » alors que de « nombreuses personnes luttent pour conserver leur logement, leur emploi et leur dignité », a expliqué l'artiste sur les réseaux sociaux.

Les dépenses par les organisateurs pour les JMJ, pour lesquels un million de jeunes catholiques sont attendus, pourraient atteindre **160 millions d'euros**. Environ la moitié est prise en charge par l'Église catholique, le reste étant financé par le gouvernement et les trois mairies concernées - Lisbonne, Loures et Oeiras.

Un montant qui heurte **dans un contexte de difficultés économiques** : dans un sondage, 64 % des Portugais se disaient opposés au recours à l'argent public pour l'organisation de l'événement. Face à la

polémique, l'Église a été contrainte de revoir les dépenses à la baisse.

Bordalo II a aussi voulu dénoncer une certaine perversité à voir l'État portugais parrainer les JMJ **après les révélations sur les abus sexuels dans l'Église**. Il est un des rares à intervenir publiquement pour dénoncer cet événement qui en apparence paraît consensuel : « *Je me sens victime d'une injustice en tant que citoyen, comme beaucoup d'entre nous. En tant qu'artiste j'ai la possibilité de transmettre cela et de donner ma voix aux personnes qui partagent cette même frustration et tristesse* », a ajouté l'artiste plasticien de 35 ans.

La question du financement public de ce rassemblement avait déjà suscité une vive polémique en début d'année, en particulier la construction de l'autel-podium sur le site d'une ancienne décharge en bordure du fleuve Tage située dans la banlieue nord-ouest de Lisbonne. L'Église portugaise avait alors été contrainte de revoir son projet à la baisse et **le coût de l'autel est passé de 4,2 à un peu moins de trois millions d'euros...**

Pédocriminalité dans l'Église : au moins 4 815 victimes au Portugal depuis 1950

Au moins 4 815 mineurs ont été victimes de violences sexuelles au sein de l'Église catholique portugaise depuis 1950, selon les conclusions présentées, lundi 13 février, par une commission indépendante qui a entendu plus de 500 témoignages pendant son travail d'environ un an.

« *Ces témoignages nous permettent d'arriver à un réseau de victimes beaucoup plus important, calculé au nombre minimal de 4 815 victimes* », a déclaré le coordinateur de cette commission d'experts, le pédopsychiatre Pedro Strecht, lors de la présentation de leur rapport final à Lisbonne. La grande majorité des crimes dénoncés est déjà prescrite, mais vingt-cinq témoignages ont été transmis au ministère public, a-t-il précisé.



*Et l'Église prétend qu'elle n'aurait pas d'argent pour indemniser les victimes des prêtres pédophiles ?
L'Église doit payer, l'Église peut payer !*

La science « remplace » le créationnisme, dit Einstein aux étudiants religieux dans une lettre récemment révélée

Une vieille lettre d'Einstein, dans laquelle le célèbre physicien dit à une professeure d'études religieuses et à ses élèves que la science « supprime » la création religieuse et que Dieu peut être considéré comme « analogue à l'homme », a été mise en vente pour 125 000 dollars.

La lettre dactylographiée, du 11 avril 1950, a été envoyée par Einstein à Martha Munk – la femme d'un rabbin et professeur d'études religieuses dans une école ou un collège sans nom à New York. Munk, comme Einstein, a été contraint de fuir l'Allemagne occupée par les nazis pendant l'Holocauste, selon La Collection Raab, la société facilitant la vente de la lettre. (La lettre est écrite en allemand et a été traduite en anglais.)

Munk avait auparavant écrit à Einstein pour lui poser des questions posées par ses élèves. « *Au nom des étudiants d'une série de conférences sur la religion, je voudrais vous demander si vous pensez qu'il est possible pour un scientifique moderne de concilier l'idée de la création du monde par Dieu, une puissance supérieure, avec ses connaissances scientifiques* », a écrit Munk dans sa lettre initiale envoyée plus tôt cette année-là.

En réponse, Einstein a écrit : « *La personne qui est plus ou moins formée à la pensée scientifique est étrangère à la création religieuse (au sens originel) du cosmos, car elle applique à tout le critère de la conditionnalité causale. Cela ne réfute pas l'attitude religieuse mais, dans un certain sens, la remplace et la supplante.* »

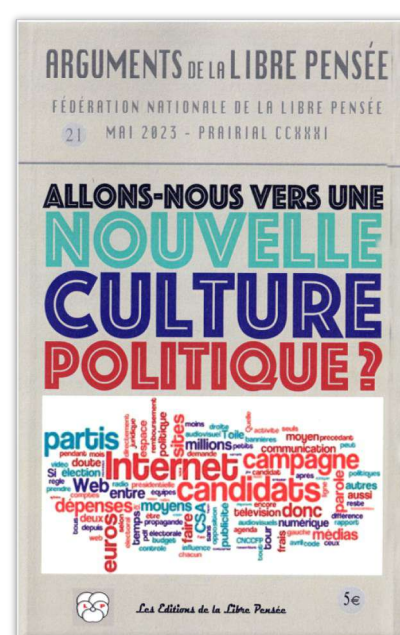
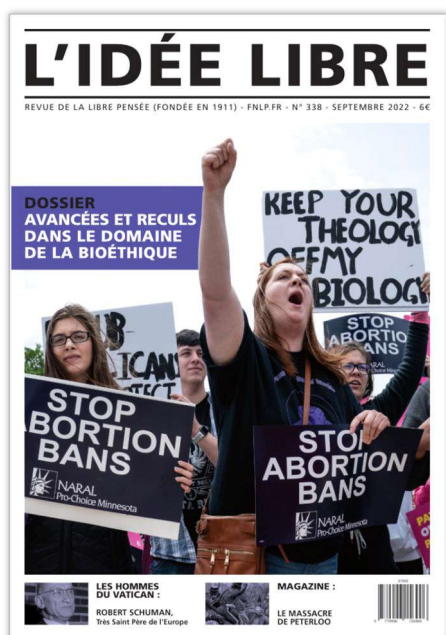
Dans la lettre, Einstein a également fait part de

ses réflexions sur la façon dont Dieu pourrait être interprété : « *Tant que les histoires de la Bible avaient été prises à la lettre, il était évident quel type de foi était attendu des lecteurs. Si vous devez cependant interpréter la Bible symboliquement (métaphoriquement), il n'est plus clair si Dieu doit en fait être considéré comme une personne (et donc pas une divinité monothéiste), ce qui est en quelque sorte analogue aux humains* », a écrit Einstein. « *Dans ce cas, il est difficile d'évaluer ce qui reste de la foi dans son sens originel.* »

Les vues d'Einstein sur la religion sont bien connues. Le physicien a été élevé juif et a maintenu son association avec le peuple juif, bien qu'il ne croie pas au Dieu décrit dans la *Torah*. Einstein a passé sa vie à essayer d'expliquer comment l'univers s'est formé sans influence divine.

En 2018, une longue missive rédigée par le scientifique allemand en 1954, connue sous le nom de « *La lettre divine d'Einstein* » a été vendue aux enchères pour 2,9 millions de dollars. Dans ce document, le physicien détaillait comment il n'avait pas cru aux récits bibliques dans sa jeunesse et comment cela l'avait libéré dans une « *orgie fanatique de libre-pensée* ». Einstein a également noté qu'il croyait plutôt au Dieu de Spinoza – un dieu amorphe et impersonnel responsable de l'ordre de l'univers qui a été proposé pour la première fois par le philosophe juif hollandais du XVII^e siècle Baruch Spinoza, selon Christie's, ce qui a facilité la vente aux enchères. Dans la lettre, il écrit également : « *Le mot Dieu n'est pour moi que l'expression et le produit de la faiblesse humaine.* »

Publications disponibles à la LP 91 (adresser vos commandes à F. Rousseau)



Des Livres que l'on vous conseille...

Judéïté, laïcité et Libre-Pensée



Collectif

THEOLIB
RÉSISTANCES

Judéïté...

Voici un livre qui fera date. Il tente dans un seul ouvrage d'analyser, compiler, comprendre ce que l'on appelle depuis des lustres "La Question Juive". Il poursuit le chemin emprunté par bien d'autres, mais souvent sur un aspect parcellaire. La Libre Pensée a voulu faire un ensemble le plus complet possible pour que le maximum de personnes intéressées ait le maximum d'éléments pour comprendre ce qui s'est joué et ce qui se joue encore aujourd'hui.

Bernard de Chartres disait "Nous sommes des nains juchés sur des épaules de Géants" et Guillaume de Baskerville dans *Le Nom de la Rose* lui répondait : "Certes, mais comme cela nous voyons plus loin que les géants". À notre tour, nous avons essayé de voir plus loin que ce qui avait été déjà écrit.

Un objet à étudier a nécessairement plusieurs facettes, nous avons tenté de n'en oublier aucune. C'est ainsi que sont traités la religion juive en tant que telle, la lutte anticléricale dans la Judéïté (terme que nous avons inventé), le négationnisme, le sionisme, son refus par les autorités les plus "orthodoxes" Juives, l'État d'Israël, Tsahal, la conception marxiste et anarchiste, et bien sûr le martyr du peuple palestinien, spolié dans ses terres et dans ses droits.

Cet ouvrage est aussi un complément naturel à un autre publié en même temps : *La Libre Pensée dans le monde arabo-musulman*. La Libre Pensée est un empire intellectuel où le soleil ne se couche jamais. Pas moins, pas plus.

Bonne lecture.

Christian Eyschen

Theolib



16€

la LIBRE PENSÉE dans le MONDE ARABO MUSULMAN



FÉDÉRATION NATIONALE DE LA LIBRE PENSÉE

la LIBRE PENSÉE dans le MONDE ARABO MUSULMAN

Cet ouvrage fera, sans nul doute, date. Il tend à aborder la question de l'Islam autrement que par un réducteur raciste : « *Les Arabes à la mer* ». Il faut s'efforcer d'avoir une vision rationnelle des choses et des processus et appréhender le mouvement des faits et leurs logiques. Les choses ne sont jamais si simples que cela.

L'Islam a régné sur le plus grand Empire ayant jamais existé, puisque, pendant deux siècles, il rayonna sur 3 continents. Du point de vue religieux, il n'est qu'une variante du Christianisme : l'Arianisme. C'est pourquoi il s'implanta si facilement au sein des terres de l'Empire d'Orient et d'Afrique-du-Nord. Il fut porteur d'un message d'égalité, à travers le pèlerinage à la Mecque, car tous pouvaient le faire, maîtres et humbles, tous pouvaient être *Hadj*.

Le monde musulman des 9^e et 11^e siècles n'a rien de monolithique, il est si divers qu'il doit faire face à des tribus qui se réclament ou pas de l'Islam, contre le pouvoir central. La majorité de la population de ce califat ne pratiquant pas l'Islam par ailleurs. En de nombreux lieux, ce sont les *Musulmans* qui libèrent les esclaves, ce qui explique le développement de l'Islam dans certaines couches sociales.

Pour comprendre, il faut d'abord savoir et apprendre. Telle est l'ambition de ce livre. Et vous verrez que la Libre Pensée est un empire intellectuel sur lequel le soleil ne se couche jamais.

ISBN : 978-2-916801-23-0



12 €

La page trésorerie

Pour adhérer à la LP 91 (montants votés lors du dernier Congrès)

- Adhésion à la FNLP et à la LP 91 (y compris abonnement à *La Raison 91*) : 72 €
- Adhésion + abonnement à *La Raison* : 72 € + 13 € = 85 €
- Adhésion + abonnement à *L'Idée Libre* : 72 € + 15 € = 87 €
- Adhésion + abonnement à *La Raison* et à *L'Idée Libre* : 72 € + 13 € + 15 € = 100 €

NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone :

Email :

J'autorise la Fédération Nationale de la Libre Pensée à traiter informatiquement les données personnelles que je lui transmets

Fait leSignature

Vous avez la possibilité d'envoyer 2 ou 3 chèques en précisant les dates d'encaissement.

Chèque(s) à l'ordre de « LP 91 » à envoyer avec le bulletin d'adhésion à :

LP 91 chez Françoise ROUSSEAU, 3 place d'Allemagne 91300 MASSY

Adresse courriel de la LP 91 : librepensee91@gmail.com

En retour, vous recevrez un reçu fiscal pour l'adhésion.



Pour soutenir et recevoir seulement *La Raison 91* : 15 € minimum, chèque à l'ordre de « LP 91 »

NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone :

Email :

Fait leSignature



Assemblée Générale des adhérents de la Fédération de l'Essonne de la Libre Pensée

Après le Congrès de la Fédération Nationale fin août à Paris

Samedi 7 octobre 2023, 14h30

Maison des Associations - Marcoussis

Nom : Prénom :

Adresse :

Je serai présent(e) à l'AG du 7 octobre : OUI NON

Je participerai au pot fraternel qui clôturera l'A. G. : OUI NON

Bulletin d'inscription à envoyer à : LP 91 chez Françoise ROUSSEAU, 3 place d'Allemagne 91300 MASSY

Ont participé à la réalisation de ce numéro : Louis Couturier, André Daudet,
Marianne Feltrin, Françoise et Daniel Rousseau, et... Albert Einstein

Fédération nationale de la Libre Pensée

10/12, rue des Fossés Saint Jacques, 75005 PARIS 01 46 34 21 50 – site national : www.fnlp.fr

Pour recevoir la newsletter, s'inscrire à www.fnlp.fr